L'économie du Canada : immuable et changeante

Pascal Helwaser

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/769>

DOI : 10.4000/eccs.769

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 105-128

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Pascal Helwaser, « L'économie du Canada : immuable et changeante », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 81 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 08 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/769> ; DOI : 10.4000/eccs.769

L'ÉCONOMIE DU CANADA : IMMUABLE ET CHANGEANTE

Pascal HELWASER¹

Depuis un an, le Canada bénéficie d'un regain de curiosité. Il est clairement revenu au-devant de la scène internationale avec la victoire du Parti libéral en octobre 2015, qui a porté au pouvoir un nouveau et jeune premier ministre Justin Trudeau. La politique économique qu'il a engagée depuis sa prise de fonction reçoit jusqu'à présent des louanges unanimes de la presse financière et des organisations financières internationales. A l'occasion d'un récent voyage au Canada en septembre 2016, la Directrice générale du FMI Christine Lagarde a même souhaité que « les politiques économiques canadiennes deviennent virales »². Le Canada qui réussit à concilier une politique sociale avancée (couverture santé universelle et gratuite, régime de retraite généreux et équilibré financièrement, école publique performante), avec des dépenses publiques qui ne dépassent pas 40 % du PIB, est en passe de constituer un nouveau modèle de référence. Pour les entreprises françaises, il devient important de comprendre les ressorts de l'économie canadienne au regard des opportunités offertes par la signature de l'accord de libre échange (CETA/AECG) entre le Canada et l'Union européenne le 30 octobre 2016, dont l'application provisoire devrait intervenir à la fin du premier semestre 2017. En tout état de cause, il faut s'attendre à ce que le Canada qui assurera la présidence du G7 en 2018, joue un rôle croissant dans les relations économiques internationales au cours des prochaines années.

Au-delà du contexte politique actuel, il existe des spécificités fortes de l'économie canadienne liées à son histoire et à sa géographie qui font que l'économie canadienne est à la fois « immuable et changeante » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Raymond Aron sur la France à la fin des années 1950, tiré d'un cycle de conférences qu'il avait effectué alors outre-Atlantique³.

Cette présentation de l'économie canadienne s'articule autour de 3 points : les constantes (les richesses naturelles, le fédéralisme, la relation avec les Etats-Unis), l'économie canadienne aujourd'hui, les défis du long terme.

¹ Pascal Helwaser, ancien élève de l'ENA, est économiste. Après avoir enseigné la politique économique à Sciences Po, il est en poste au Canada depuis octobre 2014. Cet article n'engage que l'auteur et aucunement les institutions qui l'emploient.

² Conférence de presse le 3 septembre 2016 à la Chambre des Communes en présence de l'auteur et cf. "IMF's love affair with Liberals' policy", *Toronto Star*, 4 septembre 2016.

³ ARON Raymond, *Immuable et changeante, de la IV^{ème} à la V^{ème} République*, Paris, Calmann-Lévy, 1959, ARON, *Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 2010.

1) Lignes de forces de l'économie canadienne

L'analyse de l'économie canadienne nécessite au préalable un rappel de quelques données chiffrées sur la taille de son économie, sa population et son territoire.

La taille de l'économie canadienne la classe au 10^{ème} rang mondial, juste devant la Corée et l'Espagne, avec un PIB de 1996 MdCAD en 2015, soit un niveau inférieur de 35 % à celui de la France. Elle a enregistré au cours des premières années du siècle (2000-2007) un taux de croissance moyen de 2,8 % qui après la Grande récession est revenu à 2,5 % entre 2010 et 2014.

Au 1^{er} juillet 2016, la population du Canada⁴ comptait 36,3 millions d'habitants (31^{ème} population mondiale), en hausse de 437 815 personnes sur un an – soit un taux d'accroissement démographique de 1,2 %, le triple de la France. La croissance démographique du Canada est la plus élevée des pays du G7, et elle s'explique à 71,7 % par le solde migratoire. Au cours de la dernière année le Canada a reçu 320 932 immigrants, soit le nombre le plus élevé depuis le début des années 1910 au début de la colonisation de l'Ouest canadien. Il n'en demeure pas moins un pays qui vieillit : pour la première fois en 2015 les plus de 65 ans (16,5 %) sont devenus plus nombreux que les enfants de 0 à 14 ans (16,1 %)⁵. Au total, même si la population canadienne est aisée (le PIB/hab. est supérieur à celui de la France de 16 %), le marché domestique canadien est relativement étroit – le *World Economic Forum* (WEF)⁶ le classe au 15^{ème} rang mondial – ce qui explique la volonté successive des gouvernements canadiens depuis une trentaine d'années de multiplier les accords commerciaux afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux producteurs canadiens.

Le Canada constitue avant tout un continent. Sa superficie place le pays au 2^{ème} rang mondial, ce qui représente 18 fois la France⁷. La géographie est une donnée explicative centrale des politiques menées au Canada. L'immensité du territoire représente des potentialités : frontière avec les États-

⁴ Statistique Canada, n°91-215-X.

⁵ La proportion est équivalente en France : 18 % pour les 0-14 ans ainsi que pour les plus de 65 ans. Statistique Canada *op. cit.* p 64.

⁶ World Economic Forum, "The Global Competitiveness Report 2016–2017", <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2016-2017-1>

⁷ World Statistics Pocketbook 2016 edition, United Nations, New York, 2016, <http://unstats.un.org/unsd/publications/pocketbook/files/world-stats-pocketbook-2016.pdf>

POINT DE VUE – VIEWPOINT

Unis, richesses naturelles mais également des inconvénients : climat rigoureux, et pose la problématique de l'aménagement d'un territoire qui compte une densité de moins de 4 habitants par km², même si la population est concentrée sur 20 % de l'espace. Ces contraintes géographiques conditionnent la politique économique canadienne.

En dépit de sa dimension continentale, le Canada n'en est pas moins ouvert sur le monde extérieur. Ses échanges extérieurs représentent près de 65 % de la production du pays, soit le niveau le plus élevé des pays membres du G7 après l'Allemagne⁸. L'économie canadienne présente beaucoup de traits communs aux économies avancées, dominées par les services qui représentent 71 % de son PIB (contre 78,7% en France) avec une agriculture qui pèse autour de 2 % du PIB (contre 1,7% en France). Toutefois, le Canada se caractérise par le poids de son secteur industriel qui représente 28% du PIB et qui est étroitement lié aux considérables ressources énergétiques et minérales dont le pays dispose.

Le Canada : terre de richesses naturelles

Le développement économique du Canada depuis l'arrivée des Européens est indissociable de l'exploitation de ses ressources naturelles (BALDWIN MACDONALD 2012): morue à l'Est, fourrure dans le Canada central, blé dans les prairies de l'Ouest. Elle a même donné naissance à une théorie économique développée par Harold Innis en 1930 dans son ouvrage *The Fur Trade in Canada*, la « théorie des principales ressources » (*Staples thesis*) qui lie le développement des institutions politiques et sociales du Canada à l'exploitation des ressources naturelles (EASTERBROOK WATKINS 1997).

Le Canada bénéficie encore aujourd'hui d'innombrables ressources naturelles et de considérables ressources énergétiques et minérales. Le pays est aujourd'hui le 4^{ème} producteur de pétrole brut au monde et se classe au troisième rang pour l'importance de ses réserves prouvées derrière l'Arabie Saoudite et le Venezuela. En 2015, le Canada était le 3^{ème} exportateur de pétrole. Il est aussi le cinquième plus gros producteur de gaz naturel (classique et de schiste) et le deuxième plus gros producteur d'énergie hydroélectrique. Le Canada produit également plus de 60 minéraux et métaux d'une valeur de près

⁸ SCHEMBRI, Lawrence, « Du bois jusqu'au Web : évolution passée et perspectives d'avenir des exportations canadiennes », Atlantic Institute for Market Studies, 8 novembre 2016, <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2016/11/discours-081116.pdf>

Pascal HELWASER

de 43 MdCAD dans 200 mines actives et 7 000 carrières de gravier, de sable et de pierre. Il est notamment le premier producteur mondial de potasse, le deuxième d'uranium, de nickel et de cobalt, le troisième de titane, d'aluminium et de platine et le cinquième de diamants, de zinc, le sixième d'or. La cartographie minière d'une partie importante du territoire canadien, notamment au Nord, demeure encore à compléter. En raison de la faiblesse actuelle des prix des matières premières, de nombreux sites sont sous-exploités et l'exploration est reportée à des temps meilleurs. L'ampleur de la richesse minière du Canada reste vraisemblablement très sous-estimée⁹.

Le Canada dispose également de considérables ressources agricoles. Les terres agricoles représentent 7% du territoire au Canada et le PIB du système agricole et agroalimentaire représente 6,4% du PIB total et 12,5% de l'emploi total (2015)¹⁰. Au niveau mondial, le Canada est un grand pays agricole – à la fin des années 1920 le Canada était à l'origine de plus de 50 % des exportations mondiales de blé. Le Canada se situe au 1^{er} rang mondial pour la production de maïs, au 2^{ème} pour l'avoine, au 7^{ème} pour le blé tout en étant le 11^{ème} producteur de viandes¹¹.

Le Canada possède en outre la troisième plus importante superficie forestière au monde dont l'exploitation pèse pour 1,25 % de son PIB et emploie plus de 200 000 salariés. Le solde de la balance commerciale des produits forestiers du Canada est de très loin la plus importante du monde – environ 20 MdCAD chaque année¹².

L'abondance des ressources naturelles du Canada se reflète dans la composition de ses exportations. Jusqu'au début des années 1960, les ressources naturelles représentaient plus de 80 % de l'ensemble. Aujourd'hui encore, dans un contexte de prix bas des matières premières, 45 % des exportations canadiennes proviennent de l'exploitation des ressources naturelles¹³.

⁹ Ressource Canada, <https://www.mcan.gc.ca/accueil>

¹⁰ Agriculture et Agroalimentaire Canada.

<http://www.agr.gc.ca/fra/a-propos-de-nous/publications/publications-economiques/liste-alphabetique/vue-d-ensemble-du-systeme-agricole-et-agroalimentaire-canadien-2016/?id=1462288050282#a3>

¹¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

¹² Dans les années 1950, le Canada fournissait plus de la moitié de l'approvisionnement mondial en papier journal qui représentait près d'un quart des exportations canadiennes.

¹³ En 2015, les produits énergétiques représentaient 17,7 % (92,5 MdCAD), les métaux et minerais 14,6 % (76,5MdCAD), les produits agricoles et de la pêche 6,2 % (32,5 MdCAD) et les produits du

POINT DE VUE – VIEWPOINT

L'impact du secteur des ressources naturelles au Canada s'étend au-delà du périmètre de l'industrie et de l'agriculture. En quelques années, Toronto est devenue une place financière de dimension mondiale. Les derniers classements internationaux placent Toronto au 13^{ème} rang des places financières dans le monde, certes toujours loin derrière New York, mais désormais à une encolure de San Francisco, Chicago ou Boston¹⁴.

Toronto doit cette position flatteuse à la présence d'importants acteurs financiers. Toronto est le siège de 3 des principaux fonds de pension canadiens¹⁵ (CPP IP, Ontario Teachers', OMERS qui gèrent de l'ordre de 500 MdCAD d'actifs. Toronto est également le siège opérationnel des 5 plus importantes banques canadiennes¹⁶ (RBC, TD Bank, Scotiabank, Banque de Montréal, CIBC) dont la solidité financière est particulièrement reconnue¹⁷ ainsi que des plus importantes compagnies d'assurances du pays : Manulife (6^{ème} au monde) et Sun Life (11^{ème} au monde). Ce développement du secteur financier à Toronto n'est cependant pas indépendant de l'exploitation croissante des matières premières au cours des dernières décennies et de la place prise par ce secteur dans l'économie canadienne.

Si la capitalisation boursière de la bourse de Toronto se place au 9^{ème} rang dans le monde, elle occupe la première place pour le secteur minier, tant en nombre de sociétés cotées (1215 / 3164, 38 % du nombre d'émetteurs, 301 MdCAD de valeur boursière¹⁸) qu'en montant des capitaux levés¹⁹. Le deuxième secteur le plus représenté à la bourse de Toronto appartient également au secteur des ressources naturelles puisqu'il s'agit du secteur du pétrole et du gaz avec 244 sociétés cotées (8 % des émetteurs, 290 MdCAD de valeur boursière). Toronto est devenue la capitale mondiale du financement du secteur minier : entre 2010 et 2014, le secteur minier a levé en capital

bois un peu plus de 6,2 % (32,7 MCAD) du total des exportations de marchandises. (Statistique Canada)

¹⁴ Global Financial Centres Index, September 2016, <http://www.zyen.com/research/gfci.html>

¹⁵ 3 parmi les 40 plus importants dans le monde. Banque du Canada, « Les grandes caisses de retraite publiques canadiennes sous l'angle du système financier. », Revue du système financier, Juin 2016.

¹⁶ Dont 4 parmi les 50 premières banques mondiales en termes d'actifs.

¹⁷ En 2016, pour la 9^{ème} année consécutive, le système bancaire canadien a été classé comme le plus stable au monde par le WEF.

¹⁸ Au 30 septembre 2016. (Source : TSX).

¹⁹ La capitalisation boursière des sociétés minières cotées au NYSE est cependant le triple et au LSE le double.

Pascal HELWASER

106 MdCAD à la bourse de Toronto soit 54 % des montants levés dans le monde, loin devant les marchés britannique (17 %) et australien (14 %)²⁰. Les sociétés cotées dans le secteur minier et leur financement interviennent à tous les stades d'un projet : de l'exploration (1042) – d'où cette réputation parfois sulfureuse de la place de Toronto – à l'exploitation (182). Le Canada ne représente plus désormais que 53 % des projets financés contre 18 % pour l'Amérique Latine et 8 % pour l'Afrique. En 2015, 8,3 MdCAD en capital ont été levés par des entreprises du secteur pétroliers et gaziers, au deuxième rang après le NYSE et 6,8 MdCAD par des entreprises du secteur minier – soit 34 % du montant levé dans le monde par des entreprises du secteur²¹.

Vices et vertus économiques du fédéralisme

La dimension fédérale est essentielle pour comprendre l'économie canadienne. La fédération canadienne a d'ailleurs été créée en partie pour un motif économique : la volonté de constituer un vaste marché intérieur des colonies britanniques en Amérique du Nord alors que les Etats-Unis se fermaient et que la préférence impériale avait disparu au Royaume-Uni. L'étude comparative des différents degrés de décentralisation des compétences révèle que le Canada, selon le chercheur Ronald Watts, compte :

Parmi les fédérations les plus décentralisées [...] [L]es provinces canadiennes [...], sous le rapport des compétences et de l'autonomie financière dont elles disposent dans un large éventail de domaines d'activités d'une importance majeure pour leurs habitants, ont plus de pouvoir que les composantes de la plupart des autres fédérations. [...] [Le Canada est] la fédération la plus décentralisée sous le rapport du fonctionnement de l'union économique, eu égard à la mobilité des personnes, des biens, des services et des capitaux [...] ce qui est spécial dans la répartition des pouvoirs législatifs au Canada [...], c'est que les compétences attribuées aux provinces [...] sont généralement exclusives, ce qui accroît leur autonomie. Dans beaucoup d'autres fédérations, le gouvernement fédéral et les composantes ont moins de compétences exclusives, et il existe un domaine de compétence simultanée ou partagée plus vaste où la loi fédérale peut finir par l'emporter si le gouvernement le décide (WATTS 2002 : 78-81).

²⁰ TSX, <http://www.tsx.com/listings/listing-with-us/sector-and-product-profiles>

²¹ TSX *Pitchbook* 2016.

POINT DE VUE – VIEWPOINT

Si la Constitution canadienne accorde (Article 91) des compétences importantes au gouvernement fédéral en matière économique (commerce interprovincial, réglementation générale du commerce, banques, monnaie, crédits, transports interprovinciaux et internationaux, postes, pêcheries,...), le rôle des provinces est loin d'être négligeable puisqu'il englobe aussi bien le secteur des ressources naturelles que ceux de l'éducation ou la santé. Des domaines comme l'agriculture, la pêche, le travail, les travaux publics et l'environnement relèvent de compétences partagées entre les provinces et l'Etat fédéral.

Tableau 1 : Répartition des compétences au Canada

Compétences fédérales	Compétences provinciales	Compétences partagées
Commerce et relations internationales	Terres publiques et forêts	Agriculture
Taxes	Système de santé	Sociétés et développement économique
Postes	Institutions municipales	Prisons et justice
Défense	Propriété et droits civils	Pêche
Politique budgétaire et monétaire	Éducation	Travaux publics (santé et sécurité)
Affaires autochtones	Licences commerciales	Transports et communications
Droit criminel	Propriété et gestion des ressources	Immigration
Compétences non attribuées		Gestion de l'énergie, des industries extractives et des ressources forestières
Droit de désaveu sur les provinces		
Science et technologie		

Source : OMC, Examen des Politiques Commerciales Canada (2015)

Cette décentralisation du Canada se mesure financièrement. Près de 50 % de l'ensemble des revenus fiscaux au Canada sont directement perçus par les administrations locales, soit une proportion plus élevée que celle constatée dans d'autres fédérations. L'échelon local est par ailleurs responsable de 70 % de la dépense publique au Canada. Les dépenses fédérales ne représentent qu'environ 15 % du PIB. La santé et l'éducation sont en particulier financées par les provinces. Il n'y a pas par conséquent au Canada une politique économique et sociale, mais des politiques multiples dont la cohérence n'est absolument pas assurée.

Alors que le gouvernement fédéral mène une politique de relance budgétaire, l'objectif de la province du Québec est de restaurer ses comptes publics. Cette autonomie des provinces en matière notamment réglementaire ou d'homologation des compétences, va de pair avec le maintien au sein de la fédération de nombreuses barrières non tarifaires dont le coût représente plusieurs milliards de dollars pour les entreprises.

Pascal HELWASER

L'analyse d'un état fédéral renvoie nécessairement à l'étude des dynamiques provinciales et en particulier à la place du Québec au sein de la fédération (CHARLAND 2015). Un premier angle consiste à examiner l'évolution de la répartition de la population canadienne sur le long terme. En 1851, le Québec représentait 39,1 % de la population canadienne. Un siècle plus tard, sa part avait chuté à 28,9 %. En 2011, le Québec ne représentait plus que 23,3 % de la population canadienne, évolution qui a continué à se poursuivre jusqu'en 2016. Elle ne pèse plus que 22,9 % de l'ensemble. Dans le même temps si le déclin des provinces atlantiques a été beaucoup plus accentué (en 2016 elles ne représentaient plus que 6,6 % de la population contre 21,9 % en 1851), l'Ontario est demeuré stable (39,1 % en 1851, 38,5 % en 2016) tandis que l'Ouest connaissait une croissance rapide (par exemple la Colombie-Britannique est passée de 2,3 % de la population en 1851, à 13,1 % en 2016) (CHARLAND 2015).

Un second angle d'examen consiste à regarder la répartition de l'évolution de la création de richesse au Canada au cours des dernières décennies. On constate alors que le centre de gravité du Canada a clairement basculé vers l'Ouest. Depuis 1982 c'est le Québec qui a enregistré la plus faible progression de la croissance des provinces sur la période : 1,92 % (1982-2011) contre 2,47 % pour la Colombie-Britannique, 2,59 % pour l'Ontario et 3,13 % pour l'Alberta qui tire la croissance du pays. La part du Québec dans le PIB du Canada a chuté de 22,5 % en 1981 à 19,2 % en 2015, alors que l'Ontario se maintenait autour de 38 % et que l'Alberta passait de 14,8 % à 16,4 %. Plus que jamais l'Ontario demeure le cœur de l'économie canadienne tandis que sur les dernières décennies l'Ouest en devenait progressivement le moteur.

Tableau 2 : Evolution de la part des provinces dans le PIB du Canada

	1981	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Part Québec	22,5%	22,1%	22,5%	21,9%	20,9%	19,8%	19,7%	19,2%
Part Ontario	36,0%	38,9%	41,5%	40,7%	41,0%	39,3%	38,0%	38,4%
Part Alberta	14,8%	13,8%	10,9%	11,3%	13,3%	15,9%	16,2%	16,4%
Part CB	12,5%	11,0%	11,7%	13,0%	12,2%	12,3%	12,3%	12,6%
PIB Canada (en MdCAD)	367	498	693	829	1 102	1 417	1 662	1 986

Source : Statistique Canada, calcul de l'auteur

POINT DE VUE – VIEWPOINT

Puisque cet article s'intéresse aux relations économiques entre la France et le Canada aujourd'hui, il est intéressant de noter que les échanges avec le Québec conservent une place centrale pour la France dans le cadre de ses liens avec le Canada. C'est au Québec que s'installe la majorité (70%) des sièges sociaux des filiales françaises. Plus de 400 filiales de sociétés françaises sont recensées dans la province (sur les 600 présentes sur l'ensemble du Canada). Elles fournissent un emploi à plus de 30 000 personnes (20 000 emplois directs et 10 000 indirects). Le Grand Montréal rassemble plus de 2000 filiales d'entreprises étrangères, dont plus de 300 filiales d'entreprises françaises employant 20 000 personnes.

La France est, en stock, le 2^e investisseur étranger au Québec, derrière les États-Unis et devant le Royaume-Uni. Dans le Grand Montréal, 15% des filiales d'entreprises étrangères sont françaises, contre 50% pour les Américaines. Les filiales d'entreprises françaises y génèrent 12% des emplois des filiales étrangères, contre 56,8% pour les entreprises américaines.

La plupart des sociétés du CAC 40 sont implantées au Québec où elles possèdent leur siège social canadien (à l'exception des constructeurs automobiles et de la grande distribution, absents du Canada). Historiquement, les investissements français au Québec se sont concentrés sur les industries manufacturières (aéronautique, agroalimentaire, pharmacie, équipements électriques). Ils se sont ensuite fortement diversifiés dans les services, en particulier les services financiers, les TIC et les services aux collectivités (traitement des eaux, matières résiduelles). Leurs principaux investissements ces dernières années ont concerné surtout les secteurs des technologies de l'information, de la communication et de l'aéronautique ainsi que les services (conseil, logiciels).

Le choix continental

Les relations entre le Canada et les États-Unis sont plus complexes qu'on ne le croit souvent en France, pour ces deux pays qui partagent la plus longue frontière terrestre commune au monde. Pendant longtemps le Canada a oscillé entre un désir d'approvisionner les marchés mondiaux au travers de son appartenance à l'empire britannique et le souhait d'un renforcement de ses liens économiques avec les États-Unis. Jusqu'au milieu des années 1840, le Canada bénéficiait de la politique protectionniste du Royaume-Uni qui lui donnait, grâce à des tarifs douaniers préférentiels, un accès privilégié au marché de la métropole (CHARLAND 2015, CROWLEY CLEMENS et VELDHUIS 2011).

Pascal HELWASER

C'est l'abrogation de cette politique qui a conduit à un premier rapprochement économique avec les États-Unis en 1854. A contrario c'est la rupture avec les États-Unis après la guerre de Sécession, dont témoigne le choix de ne pas renouveler le traité commercial avec le Canada conjugué avec la crainte d'une invasion en provenance du Sud, qui ont poussé à la création du Canada tel qu'on le connaît aujourd'hui. En 1896, 57 % des exportations canadiennes étaient encore à destination du Royaume-Uni et 34 % vers les États-Unis²².

Depuis un siècle, la politique commerciale canadienne navigue entre trois options (CROWLEY CLEMENS et VELDHUIS 2011). Dans un premier temps, l'option des échanges : dans le cadre des accords commerciaux multilatéraux comme le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) dont il est un des membres fondateurs en 1947 puis l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce²³) auxquels il a toujours apporté son soutien. Dans un deuxième temps, le Canada a cherché à établir des collaborations renforcées soit au travers d'accords plus ou moins larges de libre d'échange, soit lorsqu'ils échouaient (1911, 1948) par le biais d'acteurs sectoriels (comme le Pacte Automobile de 1965).

Puis afin de préserver son identité nationale face à son très puissant voisin, notamment dans les années 1970, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau avait fait le choix d'une « Troisième option » c'est-à-dire d'une diversification des échanges vers des marchés autres que les États-Unis. Il s'agissait à la fois de préserver l'indépendance économique et politique du Canada – en 1972 le Canada a adopté une loi de contrôle des investissements étrangers (*Foreign Investment Review Act*) en réaction à l'entrée massive des capitaux américains au cours de trois décennies précédentes. Mais il s'agissait également de surmonter le choc engendré par la décision unilatérale de l'administration Nixon de relever ses droits de douane de 10 % en 1971, y compris sur les produits canadiens.

L'économie canadienne est aujourd'hui contrainte par les choix qu'elle a effectués en matière de relation économique internationale. Le Canada a en effet choisi le modèle de l'intégration continentale dont les éléments structurants ont été le Pacte Automobile en 1965 puis l'Accord de Libre

²² Le rééquilibrage n'est intervenu que dans les années 1920.

²³ Le Canada est membre de l'OMC depuis le 1er janvier 1995. OCDE OMC (2015), *Echanges en valeur ajoutée : Canada.*, OMC (2015), *Examen des Politiques Commerciales Canada*, OCDE (2016), *Etude économique du Canada*.

POINT DE VUE – VIEWPOINT

Echange avec les Etats-Unis entré en vigueur en 1989 et élargi au Mexique en 1994 dans le cadre de l'ALENA.

Dans les années d'après-guerre et jusqu'au début des années 1960, les pays qui composent aujourd'hui l'Union européenne constituent alors pour le Canada un marché à l'exportation quasi aussi important que les Etats-Unis. Le premier pas décisif est pris avec le Pacte Automobile qui en libéralisant le commerce d'automobiles et de pièces détachées entre les Etats-Unis et le Canada, garantit à ce dernier une part de la production du marché automobile nord-américain. Le marché américain qui absorbait 48 % des exportations canadiennes en 1946 va en absorber 67,9 % en 1971, le secteur automobile représentant alors près de 25 % du total des exportations du Canada.

Cette tendance ne fait que s'amplifier ensuite avec la mise en œuvre de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Quelques années après l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1996, c'est 79,4 % des exportations canadiennes qui prenaient la direction des Etats-Unis, dont la part de marché atteignait même 87 % en 2001. Au début de ce siècle, l'économie canadienne était arrivée à un point où elle vivait en quasi-autarcie avec les Etats-Unis.

S'il s'agit d'un choix politique qui a été tranché par le peuple canadien à l'occasion des élections législatives mouvementées de 1988, il n'a fait en définitive qu'entériner une évolution économique contrainte depuis toujours par la géographie. Comment les entreprises canadiennes auraient-elles pu résister à l'opportunité que représente le marché américain au sud de sa frontière dont elles partagent la langue et la culture ?

En 2015, les Etats-Unis demeurent de loin le premier partenaire commercial du Canada, dont ils représentent plus de la moitié des importations (53,3 % du total, 284,3 MdCAD) et plus des trois quarts des exportations (76,8 %, 400,3 MdCAD). De l'ordre de 2 MdCAD transite chaque jour de part et d'autre de la frontière entre les Etats-Unis et le Canada. Les autres partenaires commerciaux du Canada sont très loin derrière : la Chine, à la deuxième place, ne reçoit que 3,9 % des exportations canadiennes devant le Royaume-Uni (3,1 %) dont les importations sont composées au 2/3 d'or brut qui ne fait que transiter par Londres²⁴.

²⁴ Statistique Canada.

Tableau 3 : Destination des exportations du Canada

	Pays	Exportations 2014 (MdCA D)	Part (%)	Part cumulée (%)		Pays	Exportations 2015 (MdCA D)	Part (%)	Part cumul ée (%)
1	États-Unis	402,8	76,8%	76,8%	1	États-Unis	400,355 2	76,7%	76,7%
2	Chine	19,3	3,7%	80,5%	2	Chine	20,2187	3,9%	80,5%
3	Royaume- Uni	15,2	2,9%	83,4%	3	Royaume- Uni	15,9516	3,1%	83,6%
4	Japon	10,7	2,0%	85,5%	4	Japon	9,7562	1,9%	85,5%
5	Mexique	5,5	1,0%	86,5%	5	Mexique	6,5914	1,3%	86,7%
6	Hong- Kong	4,6	0,9%	87,4%	6	Inde	4,3169	0,8%	87,6%
7	Italie	4,2	0,8%	88,2%	7	Corée du Sud	4,0269	0,8%	88,3%
8	Corée du Sud	4,2	0,8%	89,0%	8	Hong-Kong	3,9138	0,7%	89,1%
9	Pays-Bas	3,8	0,7%	89,7%	9	Allemagne	3,6122	0,7%	89,8%
10	Belgique	3,4	0,6%	90,4%	10	Pays-Bas	3,5557	0,7%	90,4%

Source : Statistique Canada, calcul de l'auteur

L'étroitesse des relations économiques entre les États-Unis et le Canada va au-delà de la part des exportations canadiennes à destination de son voisin du Sud (POLOZ 2016a). Les ventes de filiales des entreprises canadiennes implantées aux États-Unis s'élèvent à près de 250 MdCAD, tandis que les filiales des groupes américains réalisent au Canada des ventes supérieures à 600 Md\$.

Par ailleurs, force est de constater que l'économie canadienne produit peu de produits manufacturés finis. Elle est en effet désormais complètement intégrée à la chaîne de valeur nord-américaine dont elle est un maillon : environ 50 % des exportations vers les États-Unis et 40 % des importations sont issues d'échanges intra-entreprises. Cette intégration transfrontalière est

POINT DE VUE – VIEWPOINT

particulièrement poussée dans l'industrie automobile qui demeure un secteur économique majeur au Canada. L'automobile représente environ 12% du PIB manufacturier canadien et 20 % pour la seule province de l'Ontario. 15 % des véhicules fabriqués en Amérique du Nord sont toujours produits au Canada qui exporte 85 % de sa production dont 96 % aux États-Unis.

Or selon les dernières données disponibles (2011), 23 % de la valeur ajoutée des exportations canadiennes d'automobiles proviennent des États-Unis. Une automobile fabriquée au Canada ou aux États-Unis traverse en moyenne 6 ou 7 fois la frontière à divers stades du processus de production. Conséquence de cette intégration économique, les questions relatives à la gestion opérationnelle des flux frontaliers de marchandises entre les deux pays sont devenues une composante clé de leur relation²⁵.

Pour autant, l'imbrication des économies américaines et canadiennes n'interdit pas les frictions. La plus emblématique est très certainement celle du bois d'œuvre à la fois en raison de son caractère historique – elle remonte à George Washington – et de son importance en terme d'enjeu commercial. Le Canada détient de l'ordre d'un tiers du marché du bois d'œuvre aux États-Unis et l'accord entre les deux pays ayant pris fin le 12 octobre 2016, il est à craindre que les Américains ne relèvent brutalement, dans un avenir proche, leurs droits de douane pour réduire la part de marché du Canada autour de 20 %. En 1996, à l'expiration du précédent accord, les États-Unis avaient imposé des droits de douane de 32 % aux importations de bois d'œuvre canadien. Les conséquences seraient évidemment très négatives pour la Colombie-Britannique et le Québec, qui sont respectivement les deux premières provinces productrices de bois d'œuvre au Canada.

Avant même l'entrée en fonction de Donald Trump et malgré leur niveau d'intégration économique, les États-Unis n'ont pas toujours été un partenaire très fiable, comme en témoigne le relèvement unilatéral des droits de douane en 1971. Il existe par conséquent toujours au Canada un véritable désir de diversification vers d'autres partenaires économiques. Comme l'énonçait déjà Pierre Elliott Trudeau en 1969 à l'occasion d'une conférence aux États-Unis « Être votre voisin, c'est comme dormir avec un éléphant ; quelque douce

²⁵ Canadian Vehicle Manufacturers' Association (2010), *North American Auto Manufacturing and the Canada – US Border*; Chambre des Communes (2011), Rapport du Comité permanent du commerce international « Mission à Washington, D.C. sur l'état des relations commerciales canado-américaines » ; The Canadian Chamber of Commerce (2009), *Finding the Balance: Shared Border of the Future*.

Pascal HELWASER

et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements.»²⁶ D'où les efforts actuels du Canada pour une entrée en vigueur rapide de l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne (CETA/AECG) et la conclusion de l'Accord avec les pays de la zone pacifique (TPP/PTP) aujourd'hui mort-né, avant la signature d'un éventuel accord de libre-échange avec la Chine sur le modèle australien.

2) L'économie canadienne aujourd'hui

Après la chute intervenue en 2009 (-2,9 %), l'économie canadienne a vivement rebondi. Cette dynamique s'est brutalement ralentie au premier semestre 2015, suite à l'effondrement du prix du pétrole amorcé à la fin de l'année précédente, l'économie canadienne se contractant durant deux trimestres consécutifs. Malgré une amélioration de l'activité à compter du printemps, le taux de croissance de l'économie canadienne ne s'est élevé qu'à 0,9 % en 2015, soit moins de la moitié de celui enregistré en 2014 (2,6 %).

Le marché de l'emploi est cependant resté relativement bien orienté avec 158 000 emplois créés sur l'année 2015 (dont 151 000 à temps plein) avec cependant un taux de chômage en hausse de 0,4 point à 7,1 %²⁷. La chute des prix de l'énergie a contribué à une modération de la croissance des prix à la consommation. En 2015, la hausse des prix a été limitée à 1,1 % contre 2,0 % en 2014. Hors évolution des prix de l'essence, les prix ont progressé de 2,0 %, après une augmentation de 1,9 % l'année précédente.

La baisse du prix du pétrole a par ailleurs entraîné une forte dégradation de la balance commerciale du Canada. En 2015, le déficit commercial a atteint un niveau record de -23,6 MdCAD contre un excédent de 4,8 MdCAD au cours de l'année précédente. En une année, le montant des exportations de produits énergétiques a chuté de 44,8 MdCAD²⁸.

Au sein de l'économie canadienne, l'activité suit en fait deux trajectoires distinctes²⁹. Tout d'abord, le secteur des ressources qui représente environ 17 % de l'économie canadienne est en forte contraction et en pleine

²⁶ Press Club in Washington, D.C. (25 March 1969)

²⁷ En novembre 2016, le taux de chômage s'élève à 6,8 %. (Statistique Canada).

²⁸ Statistique Canada.

²⁹ Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire, Juillet 2016 et Rapport sur la politique monétaire, Octobre 2016 ; Annual Reassessment of Potential Output in Canada, Staff Analytical, April 2016, Note 2016-4

restructuration. Dans les provinces dans lesquelles ces activités sont prépondérantes (Alberta, Terre-Neuve et Labrador principalement), les ménages réduisent leurs dépenses, les marchés immobiliers et les ventes de véhicules automobiles neufs reculent.

Quant au secteur hors ressources (83 % de l'économie), il suit une autre trajectoire plus positive avec une croissance modérée reposant sur la solidité des dépenses des ménages canadiens et une progression des exportations favorisée par le raffermissement de la demande américaine. À l'extérieur des provinces productrices de pétrole (Ontario, Colombie-Britannique, Manitoba), la confiance des consommateurs demeure plutôt élevée, le marché du travail continue de s'améliorer, les ventes d'automobiles ainsi que le marché de l'immobilier sont bien orientés.

Cette évolution se reflète dans les taux de croissance des différentes provinces qui traduisent un rééquilibrage de l'économie canadienne au profit des provinces centrales (Ontario, Québec) et de la Colombie-Britannique, et au détriment de celles des Prairies (Alberta, Saskatchewan) qui en avaient été le moteur pendant la dernière décennie³⁰.

Une phase de croissance lente qui se poursuit

Alors qu'en novembre 2015 le consensus des économistes privés anticipait une croissance de 2 % en 2016, cette perspective est rapidement devenue obsolète en raison de la poursuite de la chute des prix de l'énergie en début d'année et du ralentissement de l'économie américaine plus important qu'escompté. Les dernières prévisions économiques prévoient désormais une croissance molle de l'économie canadienne autour de 1,2 % en 2016.

Après avoir donné des signes de redémarrage début 2016 (+0,6 %), l'économie canadienne s'est contractée au deuxième trimestre (-0,3 %) avant de rebondir ensuite (+0,9 %). Si les répercussions négatives pour l'ensemble du pays de la chute du secteur pétrolier et les effets à court terme des incendies survenus en mai en Alberta³¹ contribuent à expliquer l'atonie de la croissance pour une deuxième année consécutive. Cette dernière résulte également d'une

³⁰ En 2015, le PIB de l'Ontario a progressé de 2,5 % alors que celui de l'Alberta chutait de -3,6 % (Statistique Canada).

³¹ La Banque du Canada estime l'impact des incendies en Alberta sur la croissance à environ 0,25 point de PIB au deuxième trimestre. Le coût des destructions s'élève à 3,6 MdCAD (Statistique Canada).

Pascal HELWASER

évolution décevante des exportations hors secteurs des ressources. La mauvaise tenue des exportations hors secteurs des ressources, en dépit de l'affaiblissement prononcé du dollar canadien depuis mai 2014, révèle des faiblesses structurelles du secteur productif qui avaient été masquées durant les années d'euphorie pétrolière. D'une part, la compétitivité de l'industrie manufacturière a vu sa compétitivité/prix s'affaiblir considérablement par rapport à ses concurrents américains et mexicains. D'autre part, sa base productive s'est atrophie³² – entre 2008 et 2010 près de 20 % du nombre d'entreprises exportatrices ont disparu – d'où des difficultés pour l'économie canadienne à bénéficier des opportunités offertes par la croissance des marchés extérieurs (SCHEMBRI 2016).

L'activité devrait progressivement rebondir à compter de second semestre 2016, grâce à la reprise de la production de pétrole soutenue par un prix du baril plus élevé, au démarrage de la reconstruction en Alberta et à l'impulsion additionnelle fournie aux dépenses de consommation des ménages par les versements de l'Allocation canadienne pour enfants également, à compter du 1er juillet 2016. Les effets positifs des dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral commenceraient à se faire davantage sentir. Les freins à une forte accélération de l'économie canadienne demeurent néanmoins conséquents. La faiblesse de l'investissement productif en particulier dans le secteur énergétique (30 % du total de l'investissement en 2014) devrait se poursuivre et limiter l'ampleur de la reprise de l'activité. En 2016, les dépenses d'investissement dans le secteur de l'énergie devraient être moins élevées de 60 % qu'en 2014. De même, le taux d'endettement des ménages continuera à peser durablement sur la consommation. La croissance de l'économie canadienne se situerait autour de 2,0 % en 2017. L'inflation s'accélérerait à 2,1% contre 1,6 % en 2016³³.

La Banque du Canada estime que le processus d'ajustement de l'économie canadienne consécutif à la diminution des prix des produits de base et la dépréciation du dollar canadien sera long et coûteux et qu'il devrait se traduire au cours des cinq prochaines années par d'importants déplacements de l'activité économique, ainsi qu'une redistribution sectorielle et géographique

³² S. Poloz évalue à 30 Md CAD la perte de capacité exportatrice du Canada durant la période qui a précédé – et celle qui a suivi – la crise financière mondiale (POLOZ 2016b).

³³ Ministère des Finances, Enoncé économique de l'automne, 2016, <http://www.budget.gc.ca/fes-eea/2016/docs/statement-enonce/toc-tdm-fr.html>; Tableaux de références financiers (2016)

marquée tant de la main-d'œuvre que du capital³⁴. La part du secteur des ressources dans l'économie reviendrait à son niveau de 2002, tandis que les exportations manufacturières tireraient progressivement la croissance. Toutefois, le niveau du PIB serait inférieur de 2 % à l'horizon 2020, au niveau qui aurait été atteint si les prix des produits de base étaient restés à leur niveau du deuxième trimestre 2014.

La politique économique devrait soutenir l'activité économique à court terme

Depuis le début de la Grande Récession, la politique monétaire de la Banque du Canada est demeurée constamment expansionniste. Face aux conséquences du contre-choc pétrolier sur l'économie canadienne et afin de favoriser une reprise de l'activité, la Banque du Canada a diminué en 2015 à deux reprises son taux directeur qui se situe désormais à 0,5 %.

Même si elle considère qu'elle dispose encore de marges de manœuvre et notamment de la possibilité d'introduire des taux négatifs, sur le modèle de la BCE ou de la Banque Nationale Suisse³⁵, la Banque du Canada paraît désormais réticente à agir sur le coût du crédit en raison de son impact sur le taux d'endettement des ménages³⁶. La politique monétaire de la Banque du Canada devrait demeurer durablement accommodante afin de faciliter le processus d'adaptation de l'économie canadienne à son nouvel environnement tout en souhaitant désormais pouvoir s'appuyer sur un relai apporté par une politique budgétaire plus expansionniste.

La politique budgétaire menée au Canada entre 2010 et 2014 a été restrictive³⁷. La victoire du Parti libéral aux élections fédérales au mois d'octobre 2015 a substantiellement modifié l'orientation de la politique budgétaire. Alors que le solde du budget fédéral était en léger excédent pour les

³⁴ CHAMPAGNE, Julien, PEREVALOV, Nikita, PIORO, Hope, BROUILLETTE, Dany and AGOPSOWICZ, Andrew (2016), *The Complex Adjustment of the Canadian Economy to Lower Commodity Prices*, Bank of Canada Staff Analytical Note, 2016-1, <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2016/01/san2016-1.pdf>

³⁵ discours du Gouverneur de la Banque du Canada S. Poloz du 8 décembre 2015, <http://www.banqueducanada.ca/2015/12/preparation-prudente-evolution-politiques-monetaires-non-traditionnelles/>

³⁶ discours du Sous-Gouverneur de la Banque du Canada L. Schembri du 24 février 2016, <http://www.banqueducanada.ca/2016/02/degager-liens-entre-endettement-eleve-menages/>

³⁷ Le FMI estime que le déficit primaire sous-jacent a été réduit de 3,0 points pour l'ensemble des administrations publiques entre 2010 et 2014.

Pascal HELWASER

exercices 2014/2015 et 2015/2016³⁸, le budget pour l'exercice 2016/2017 contient des mesures de relance d'un montant de 11,5 MdCAD et affiche un déficit de 24,1 MdCAD – soit 1,2 % du PIB. Le Ministère des Finances estime que les différentes mesures de relance du budget fédéral devraient stimuler le PIB de 0,5 % en 2016 et de 1 % en 2017³⁹.

Au total, en 2016, pour l'ensemble des administrations publiques (y compris les provinces), l'impulsion budgétaire devrait être de l'ordre de 1,4 point de PIB⁴⁰. Les administrations publiques afficheraient un déficit de leurs comptes de -2,5 % du PIB en 2016 et un ratio de dette nette de 26,9 % du PIB.

L'objectif annoncé dans le programme du Parti libéral d'un déficit budgétaire limité à 10 MdCAD est désormais abandonné de même que la perspective d'un retour à l'équilibre des finances publiques pour l'exercice 2019/2020⁴¹. Le gouvernement fédéral se fixe désormais uniquement un objectif de stabilisation du ratio dette fédérale nette sur PIB autour de 31,5 %, d'ici la fin de sa mandature.

Si le niveau de dette nette des administrations publiques⁴² sur laquelle se focalisent les gouvernements canadiens successifs, avec l'accord des organisations économiques internationales, paraît très bas (27,5 % en 2016 selon le FMI), il n'en demeure pas moins qu'il existe un débat sur l'ampleur de la marge de manœuvre budgétaire dont dispose le Canada. Son niveau de dette brute des administrations publiques est en effet très proche de celui de la France (92,1 % du PIB contre 97,1 % pour la France en 2016) et les provinces canadiennes devront au cours des prochaines décennies faire face à une hausse significative des dépenses de santé dont elles ont la charge, en raison du vieillissement rapide de la population⁴³.

³⁸ L'exercice budgétaire 2015/2016 a dégagé un déficit de -1 MdCAD. En l'absence de mesures nouvelles du gouvernement libéral, le budget aurait dégagé un excédent de 2,9 MdCAD.

³⁹ Ministère des Finances, « Assurer la croissance de la classe moyenne », 22 mars 2016.

⁴⁰ FMI, Fiscal Monitor, octobre 2016.

⁴¹ Le déficit du budget fédéral est prévu à -19,3 MdCAD pour 2019/2020.

⁴² La dette nette suppose une compensation du passif financier des administrations par leur actif, en particulier les fonds détenus dans les fonds de pension publique.

⁴³ Bureau du Directeur parlementaire du Budget, Rapport sur la viabilité financière de 2016. http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/FSR_2016/FSR_2016_FR.pdf et Enoncé économique de l'automne 2016

L'évolution du taux d'endettement des ménages et les déséquilibres sur le marché du logement constituent des points d'attention

Le niveau d'endettement des ménages canadiens a poursuivi sa progression en 2015 et s'est désormais établi à 165,4 % au quatrième trimestre 2015, soit un niveau désormais supérieur à celui des ménages américains. Ce gonflement de la dette des ménages est à la fois le résultat de la politique accommodante menée par la Banque du Canada, mais également étroitement lié à la hausse persistante des prix des logements, dont il est à la fois un facteur et le résultat.

L'alourdissement de la dette des ménages a pour conséquence d'accentuer la vulnérabilité de l'économie canadienne et du système financier, à d'éventuels chocs de revenus et de taux d'intérêt. La dette des ménages s'est en effet concentrée parmi les ménages dont le niveau d'endettement est plus élevé alors même que la proportion d'emprunteurs fortement endettés est beaucoup plus grande en Colombie-Britannique, en Alberta ou en Ontario, provinces où les prix des logements sont les plus élevés.

Les craintes d'une surévaluation du marché immobilier, tiré par des achats d'investisseurs non-résidents, sont particulièrement élevées pour Vancouver et Toronto. Elles ont suscité des réponses réglementaires et fiscales des autorités fédérales et provinciales. Une correction rapide sur ces marchés aurait une incidence directe et importante, sur l'économie canadienne et le secteur financier.

3) Les défis de l'avenir

Le maintien d'un taux de croissance élevé au cours de la prochaine décennie constitue pour le Canada le principal défi. Alors que la première décennie du siècle avait commencé avec des taux de croissance autour de 2,5 %, en 2017 le Canada pourrait enregistrer pour la troisième année consécutive une croissance molle inférieure à 2 %. Les perspectives à moyen terme paraissent inquiétantes. Selon la Banque du Canada, la croissance potentielle de l'économie canadienne se situerait désormais autour de 1,5 %⁴⁴. Les conséquences pour les Canadiens devraient être significatives. Alors que depuis 1970, la richesse par habitant au Canada progressait au rythme moyen de 1,3% par an, ce taux chuterait au cours de la prochaine décennie autour de 0,5% par

⁴⁴ Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire, avril 2016.

Pascal HELWASER

an⁴⁵. S'il fallait auparavant de l'ordre de 50 ans pour observer le niveau de vie doubler, près de 140 ans seraient désormais nécessaires.

Ce ralentissement de la croissance renvoie à trois problématiques qui s'imposeront à tout gouvernement canadien. Il faut dans un premier temps faire face au vieillissement de la population active. Le rythme d'accroissement annuel du facteur travail se modère pour passer de 1,0 % sur la période 2010 à 2014 à 0,4 % à compter de 2020, en raison d'une progression plus lente de la population active liée au vieillissement. Ceci devrait s'accompagner d'une diminution à la fois du taux d'emploi – le taux d'emploi des plus de 55 ans diminue – et de la durée moyenne des heures travaillées – la part croissante des services dans l'économie contribuant également à ce déclin. La population en âge de travailler (15-64 ans) ne représenterait plus que 61,4 % du total contre 69,4 % en 2010⁴⁶.

La deuxième problématique que les gouvernements canadiens devront affronter dans les années à venir est celle de l'évolution de la productivité. Face au ralentissement de la population active, la croissance ne pourra provenir que d'une hausse de la productivité. Or il s'agit là d'un problème majeur de l'économie canadienne. La productivité du travail au Canada est inférieure de l'ordre de 20 % à celle des États-Unis et ne progresse ces dernières années qu'autour de 1 % par an. Comment expliquer cette faiblesse ? Les entreprises canadiennes hors secteur des ressources naturelles investissent insuffisamment, comme le témoigne l'écart entre le capital employé par salarié aux États-Unis et au Canada. Surtout le Canada innove peu. Les dépenses de R&D ne représentent que 1,61 % du PIB en 2014 contre 1,99 % en 2005. Le rapport 2016 du *World Economic Forum* classe le Canada au 23^{ème} rang mondial pour sa capacité d'innovation.

Troisièmement, le Canada est confronté au défi de la vente de ses ressources naturelles. La question de l'évacuation des ressources naturelles du Canada et de leurs voies d'accès aux marchés mondiaux est une question récurrente de l'histoire canadienne. Elle a notamment justifié au XIX^e siècle la construction d'un vaste réseau de chemins de fer. Cette problématique est

⁴⁵ RAGAN Christopher, "The Long- term growth Challenge: So many questions, So Few Easy Answers", *The Globe and Mail*, April 26, 2016.

⁴⁶ Le taux de croissance de la population canadienne chuterait en deçà de 0,9 % sur la période 2020-2030 contre 1,1 % entre 2000 à 2012. En 2030, les plus de 65 ans représenteraient 22,8 % de la population en 2030 (23,5 % en France) contre 16,1 % en 2015 (18,6 % en France). Source : Statistique Canada et Insee.

POINT DE VUE – VIEWPOINT

aujourd'hui de deux ordres : géographique et climatique. L'essentiel des réserves de pétrole canadien se situe en Alberta et son unique client à l'exportation est les Etats-Unis.

Or les oléoducs à destination des Etats-Unis sont saturés, ce qui a deux implications. D'une part, une portion importante du pétrole canadien doit être transportée par train avec des risques importants pour la sécurité comme l'a rappelé un grave accident récent. D'autre part, l'existence d'un acheteur unique oblige les producteurs canadiens à vendre leur pétrole brut avec une décote sur le prix mondial, générant une perte de richesse importante chaque année pour le Canada. La capacité du Canada à surmonter les obstacles afin d'en construire au moins un (vers la Colombie-Britannique afin d'accéder au marché asiatique), voire deux oléoduc(s) (vers les Etats-Unis) constituera un des enjeux économiques majeurs pour les prochaines années⁴⁷.

La seconde contrainte est d'ordre climatique et se décompose en deux volets distincts. Tout d'abord se pose la question de la possibilité de rendre exploitables les ressources naturelles du Grand Nord – c'est notamment l'objet du Plan Nord du gouvernement québécois qui prévoit des investissements massifs pour mettre en valeur le potentiel minier et énergétique au nord du 49^{ème} parallèle. Enfin, compte tenu des obligations contractées dans le cadre des Accords de Paris contre le réchauffement climatique, la question de la compatibilité du respect par le Canada de ses engagements en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre, dans un pays qui demeure toujours aussi dépendant de ses matières premières et la poursuite de l'exploitation des sables bitumineux, demeure en suspens.

Conclusion

En tout état de cause, Voltaire se trompait lorsqu'il écrivait dans *Candide* : « Vous savez que ces deux nations sont en guerre pour quelques arpents de neige vers le Canada, et qu'elles dépensent pour cette belle guerre beaucoup plus que tout le Canada ne vaut »⁴⁸. Le Canada est un pays riche et il demeure une terre d'opportunité qui reste encore à exploiter. Le Canada devra pour cela surmonter deux défis. Tout d'abord celui de l'arrivée au pouvoir d'une administration américaine potentiellement isolationniste et susceptible de

⁴⁷ Le gouvernement fédéral a approuvé le 29 novembre 2016 deux projets d'oléoducs au départ de l'Alberta.

⁴⁸ VOLTAIRE, *Candide*, Chapitre vingt-troisième « Candide et Martin vont sur les côtes d'Angleterre ; ce qu'ils y voient. »

Pascal HELWASER

remettre en cause l'ALENA qui a été aussi bien un vecteur de croissance de l'économie canadienne à compter des années 1990, que de la productivité de ses entreprises (TREFLER 2004). Tout au long de l'histoire du Canada, l'isolationnisme américain a toujours constitué une menace potentielle pour son économie. Au gouvernement canadien de la transformer en opportunité en faisant du pays un moteur du libre-échange, pont entre l'Asie et l'Europe, susceptible d'attirer les capitaux et les talents à la recherche d'une société ouverte. La conclusion de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne constitue incontestablement une étape dans cette voie.

Le Canada doit aussi relever le défi de l'innovation. Malgré des universités de réputation mondiale et le niveau élevé d'éducation de sa population, le Canada souffre d'une faible capacité d'innovation en raison vraisemblablement de sa grande proximité avec les Etats-Unis – les activités de recherche & développement des grandes entreprises implantées au Canada, restent localisées aux Etats-Unis – et des facilités économiques accordées par la manne des matières premières qui ont pu limiter les efforts de recherche du secteur privé, malgré des dispositifs fiscaux généreux. Pourquoi investir dans l'innovation quand l'exploitation des ressources naturelles se révèle si rentable ? Dans un contexte où les prix des matières premières pourraient connaître une stagnation durable – en raison du ralentissement tendanciel de l'économie chinoise – le relais de la croissance canadienne ne pourra provenir que d'une hausse de sa productivité, consécutive à un effort significatif en faveur de l'innovation.

Plus que jamais, tout dépendra de la capacité des responsables canadiens à répondre au « syndrome Elon Musk », cet industriel créateur entre autre de Paypal, Tesla et SpaceX (VANCE 2016). Né en Afrique du Sud, il a ensuite immigré et étudié au Canada dont il a pris la nationalité, avant de partir créer ses entreprises en Californie. Conserver ses talents et faire du Canada un lieu d'innovation et de création d'entreprises dynamiques : tel est l'enjeu du Canada de demain.

Bibliographie

BALDWIN, John R. et MACDONALD, Ryan (2012), *Ressources naturelles, termes de l'échange et croissance du revenu réel au Canada : 1870 à 2010*, Statistique Canada.

- CHARLAND Jean Pierre (2015), *Une Histoire du Canada contemporain*, Canada, Editions BQ.
- CROWLEY, Brian, CLEMENS, Jason and VELDHUIS, Niels (2011), *The Canadian Century*, Toronto, The MacDonald Laurier Institute.
- DEBLOCK, Christian (2015), « Les relations commerciales entre le Canada et les Etats-Unis à l'heure des trois D », *Revue Etudes canadiennes*, juin, n°78, p 155-187.
- EASTERBROOK W.T. & WATKINS, M.H. (1997), *Approaches to Canadian Economic History*, Ottawa, Carleton Library Series.
- TREFLER, Daniel (2004), "The Long and Short of the Canada-U.S. Free Trade Agreement", *American Economic Review*, 94 (4), September, pp. 870-895.
- VANCE, Ashlee (2016), *Elon Musk, Tesla, Paypal, SpaceX : l'entrepreneur qui va changer le monde*, Aix-en-Provence, éditions Eyrolles.
- WATTS Ronald L. (2002), *Comparaison des régimes fédéraux*, Deuxième édition, Kingston, McGill-Queen's University Press,

Webographie

- BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET, Rapport sur la viabilité financière de 2016. http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/FSR_2016/FSR_2016_F R.pdf
- DODIG, Victor (2015), « Building Canada's modern economy, notes for remarks to the Canadian Club of Ottawa », November 24, 2015, <http://thebusinesscouncil.ca/publications/building-canadas-modern-economy/>
- GLOBERMAN, Steven (2016), « Trump's NAFTA plans - what they mean for Canada », *Fraser Forum*, The Fraser Institute Blog, November 28, <https://www.fraserinstitute.org/blogs/trump-s-nafta-plans-what-they-mean-for-canada>
- POLOZ, Stephen (2016a), *Conférence commémorative Paul-Storer – L'intégration du commerce transfrontalier et la politique monétaire*, Document d'analyse du personnel de la Banque du Canada 2016-20, <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2016/09/sdp2016-20fr.pdf>
- (2016b), « De coupeurs de bois à spécialistes des TI : l'expansion de l'économie des services du Canada », Conférence Institut C.D. Howe, 28 novembre 2016, <http://www.banqueducanada.ca/2016/11/coupeurs-bois-specialistes-ti-expansion-economie-services-canada/>

Pascal HELWASER

SCHEMBRI, Lawrence (2016), « Du bois jusqu'au Web : évolution passée et perspectives d'avenir des exportations canadiennes », *Atlantic Institute for Market Studies*, 8 novembre 2016, <http://www.banqueducanada.ca/2016/11/bois-web-evolution-passee-perspectives-avenir/>

STATISTIQUE CANADA (2015), « Projections démographiques pour le Canada (2013 à 2063), les provinces et les territoires (2013 à 2038) », <http://www.statcan.gc.ca/pub/91-520-x/91-520-x2014001-fra.pdf>